

LES ACTEURS NON ÉTATIQUES JOUENT UN RÔLE DÉTERMINANT DANS LE FONCTIONNEMENT DES SERVICES PUBLICS EN TERRITOIRES PÉRIURBAINS

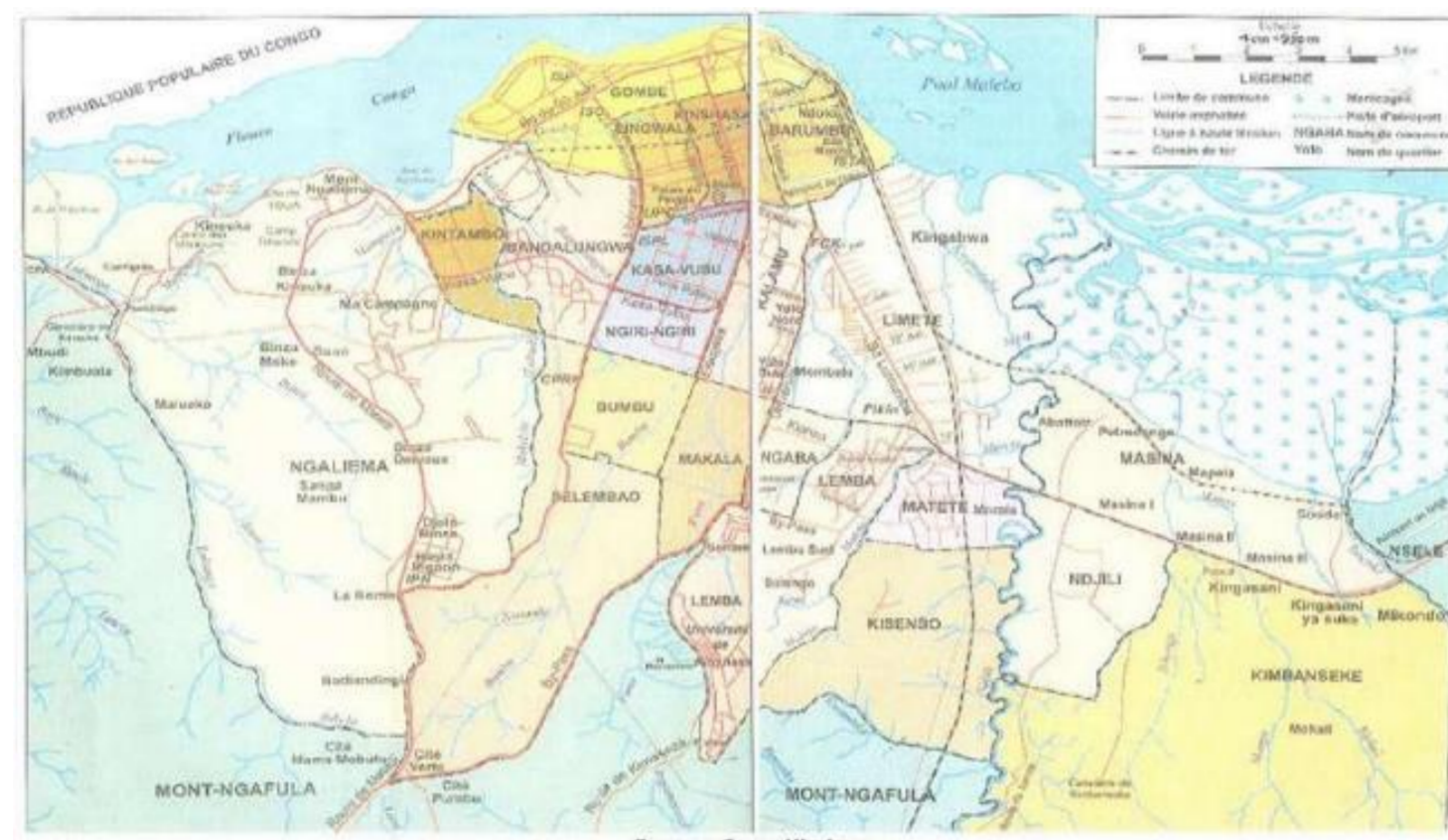
Manzambi Kuwekita J.^{1,2} Buhendwa E.^{2,3} Bokana R.³ Mwanyimi P.³ Bruyère O.¹ Reginster J-Y.¹

1. Université de Liège, Faculté de Médecine, Département des Sciences de la Santé Publique, Liège, Belgique
2. Institut Supérieur des Techniques Médicales de Kinshasa, Section de Santé Communautaire, Kinshasa, Congo; 3. Université Pédagogique Nationale, Faculté des Sciences de la Santé, Kinshasa, Congo.

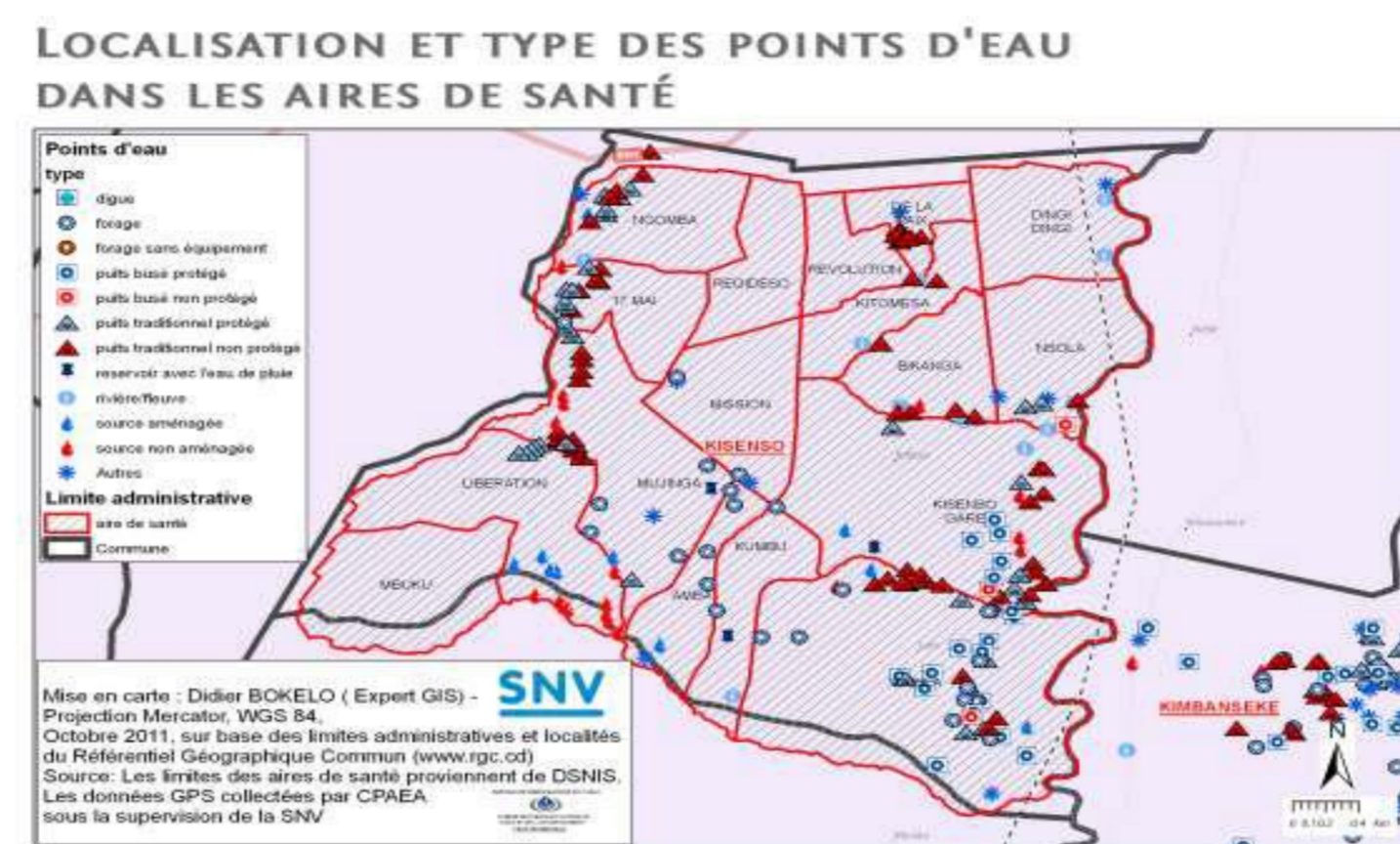
Introduction

Cette étude répertorie les acteurs étatiques et non étatiques qui offrent des services publics aux populations en territoire périurbain en vue d'améliorer leur intégration dans les politiques de développement local de la commune périurbaine de Kisenso à Kinshasa, par des focus groups en juillet 2013.

La question de recherche était : « quels sont les acteurs étatiques et non étatiques qui offrent les services publics en territoire périurbain, leurs rapports avec l'administration publique et comment envisager leur intégration dans les politiques de développement local » ?



Source: CPAEA-Kinshasa & SNV DRC, 2011.



Source: Issouf Sanogo/AFP (www.slateafrique.com)



Matériels et Méthodes

Récolte des données auprès des acteurs étatiques clés à l'aide de guides d'entretien, et auprès d'un échantillon de membres de la Communauté à l'aide d'un questionnaire de Ménage.

Résultats

Quels acteurs étatiques ou non interviennent dans la délivrance des services publics en milieu périurbain ?

Comment opèrent-ils ?

- Acteurs étatiques: 3 (3,8%)
- Acteurs Non Étatiques: 75 (96,2%)

Tous des ONGn-I

Domaine de la santé

109 Structures de Santé, 5 (4,6%) Étatiques et 95,4% Non Étatiques
Activités: supervision et inspection, offre des soins de santé, Appui et formation, PEC orphelins et PVV, appui à la LCM, SIMR

Domaine de la Justice/État-civil

Acteurs Étatiques: 4 (80%), Acteur Non Étatique: 1 (20%)
Activités: tribunaux, délivrance des attestations d'indigents, Exonération des taxes, soins de santé, gestion des conflits

Domaine des Infrastructures Publiques et Économiques

Acteur Étatique: 0 (0%), Acteurs Non Étatiques: 2 (100%)
Activités: construction de bureaux de quartiers et marchés municipaux, réhabilitation du bâtiment municipal

Domaine de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche

Acteur Étatique: 0 (0%), Acteurs Non Étatiques: 21 (100%)
Activités: élevage, encadrement des maraîchères, Fourniture des intrants, construction, Ffnancement des AGR

Motifs de Recours aux Services

Compétence, services globaux et continus, qualité des soins, proximité avec le ménage, tarifs acceptables, octroi d'emplois, respect des Normes des SSP, PEC Rapide, efficacité

Domaine de l'Éducation

136 écoles, 98 Primaires, 38 Secondaires, 1,5% Étatiques
Activités: supervision, inspection, enseignement

Domaine de l'Environnement

Acteur Étatique: 1 (25%), Acteurs Non Étatiques: 4 (75%)
Activités: contrôle de l'abattage des arbres, lutte anti-érosive

Domaine de l'Énergie

Acteurs Étatiques: 2 (6%), Acteurs Non Étatiques: 28 (84%)
Activités: raduction et/ou fourniture d'eau, fourniture électricité

Rapport État/Acteurs Non Étatiques: 100% Reconnus

Service DECO : 30% rapportent
Service Social: 0% rapportent
Service "Zone de Santé": 100% SMIR, 13,8% SNIS

Intégration dans les Politiques de Développement Local

Inventaire des structures, états des lieux, identifier les structures-adequates, accorder les autorisations, aider les moins bonnes pratiques (Formation du Personnel, Subvention des Structures).

Conclusion

Plus de 99% de services publics sont assurés par les Acteurs Non Étatiques à Kisenso

Nécessité de les intégrer dans les politiques de développement local

Associer les personnels de ces structures aux formations, supervisions et activités

Demander aux structures de faire rapport.

Processus d'intégration: dépôt de dossier à la commune, puis division provinciale, puis ministre provincial pour signature.

Services publiques moins nombreux, moins compétitifs et non moins corrompus

Examiner la possibilité de confier des missions de supervision et de coordination aux acteurs non étatiques capables

Références Bibliographiques

1. CPAEA & SNV DRC (2011). Rapport de la collecte des données GPS et cartographie des points d'eau dans quatre communes périphériques de Kinshasa: Kisenso, Kimbanseke, N'Sele et Maluku. http://www.snvworld.org/files/publications/rapport_de_cartographie_des_points_deau_kinshasa.pdf
2. Manzambi kuwekita J. & Reginster J-Y (2013). *Financement de la Santé et Extension de la Protection Sociale dans les Pays en Développement : Résultats d'une Expérience menée à Bandalungwa, Kinshasa, Congo*. Les Éditions du Céfal. Liège. <http://hdl.handle.net/2268/144109>
3. Vanier, M., (2005), « La relation ville/campagne excédée par la périurbanisation », *Cahiers Français*, n° 328, p.13-17.
4. PNUD. (2009) « *Pauvreté et conditions de vie des ménages : Ville de Kinshasa* ». PNUD, Unité de lutte contre la pauvreté.
5. Ministère de la Santé Publique (2012). Arrêté Ministériel n°1250/cab/min/sp/008/cj/oab/2012 du 03 nov 2012 portant réorganisation des Divisions Provinciales de la Sante en République Démocratique du Congo.

